



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

La branche japonaise de MacDo va proposer une gamme de parfums aux effluves de frites, classiques, aux algues et mayonnaise. Précédemment la marque avait sorti des bougies aux relents de Royal Cheese. D'ici que la malbouffe sente la rose...

Lors d'un concert à Arena La Défense, Michel Sardou s'est fendu de propos « limites et dérangeants » sur le féminisme. Deux spectatrices sont parties « on se lève et on se casse ». Et l'ont fait savoir au « Parisien ».

Selon le collectif « le revers de la médaille », 4 000 personnes ont été évincées de leur logement pour faire de la place aux JOP. Sans compter les résidences étudiantes...

Agenda militant

27 et 28 avril 2024

[FeministCamp d'Osez le féminisme à Rambouillet](#)

Jeudi 4 avril 18h30

[Contre le racisme systémique et pour les libertés publiques](#)

Bourse du travail Salle Henaff
29 boulevard du Temple, Paris 11

13, 14 et 15 mai

Le festival des solidarités organise les 13, 14 et 15 mai prochains la 6^{ème} édition, [POP MIND](#) sur le thème Culture et solidarité : l'urgence d'agir en commun ! Rendez-vous à l'[Antipode, à Rennes](#) !

[Rencontre nationale Festisol](#) pour croiser les regards et développer les partenariats entre les réseaux de la solidarité internationale, de l'éducation populaire et de la culture !

Les 12 et 13 juin prochains

se tiendra le [congrès des 10 ans de la loi ESS](#), Économie Sociale et Solidaire entre adaptation et alternative : une occasion de faire le point.

Point de bascule ?

La Seine Saint-Denis. Février 2024

25 ans après le mouvement qui avait arraché 3000 postes - Un plan d'urgence pour le 9... 3 - les collèges et lycées sont à nouveau dans une lutte qui s'inscrit dans la durée. Un mouvement qui fait tache d'huile et s'étend à d'autres académies et expérimente des formes novatrices.

Plus question de simplement cesser le travail. Grèves tournantes, occupations d'établissement, réunions publiques, vidéos virales. Le manque d'infirmières scolaires, l'état délabré de certains établissements émergent sur les réseaux sociaux. Mais aussi opération « collèges déserts », signe que le mouvement dépasse les revendications des profs. Si les familles s'engagent, c'est toute la société qui est confrontée aux politiques de tri social, aux mesures idéologiques, et c'est un mouvement qui se dresse contre un gouvernement persuadé que céder serait ouvrir une brèche dans le système en crise. C'est le signe d'une profonde aspiration à l'égalité.

Ils ne peuvent le nier : leur « choc des savoirs » n'est qu'une compilation d'idées d'extrême droite (Reconquête/RN). S'agissant des groupes de niveaux, il s'agit de morceler, briser le collectif, séparer les futures élites et les classes moyennes, désigner les subalternes. On éclatera le groupe classe comme on éclate les collectifs de travail. Les lycéen-nes en font déjà l'amère expérience.

Et puis il faut mettre les profs au pas. Contrôler leurs pratiques pédagogiques. Uniformiser les pensées comme les corps. Caporaliser l'éducation pour former de bons petits soldats à l'instar du Service National Universel. Ou les flatter ... salaire au mérite.

Ou les menacer... sanctions pour celles et ceux qui relèvent la tête.

Vive l'école de la défiance...

Mais les mouvements précédents au nombre desquels la lutte pour les retraites, n'auront pas été vains. La chape de plomb de l'échec est en passe d'être remise en question.

Chanter « NON » ne suffit pas et tout le monde le sait.

Alors partout, on décentralise la lutte. De petites brèches libertaires éclosent qui n'attendent ni mot d'ordre, ni consignes syndicales.

A chaque rond-point, dans chaque petite ville, dans chaque quartier, mais dans une dynamique commune, parents et personnels mutualisent leurs colères et créent des outils pour déraciner les idées réactionnaires et fascisantes.

L'école ne marchera pas au pas. ●

ALEXANDRA
PICHARDIE



SYLVIE
LARUE





L'envers du décor

L'actualité déprimante véhiculée par les médias dans laquelle domine l'austérité, la montée de l'extrême droite et les bruits de bottes de la guerre ne doivent pas masquer une autre actualité : celle des multiples résistances aux politiques néolibérales. Ces dernières passent souvent inaperçues car invisibilisées dans l'espace institutionnel et médiatique. Nous avons jugé bon pour le moral et pour rétablir une vision équilibrée de la réalité, de faire un petit inventaire non exhaustif des mouvements de lutte qui ces derniers mois ont ouvert des brèches dans la domination néolibérale.

En Suisse, à l'issue d'une votation citoyenne, les électeurs(trices) ont obtenu un « treizième mois » pour les retraités et rejeté le relèvement à 66 ans de l'âge de départ à la retraite. Les syndicalistes organisateurs du vote pensent que si le mouvement des retraites n'a pas gagné en France, il a « essaimé » et gagné en Suisse : Ils y voient l'« indice que le récit néolibéral n'est plus aussi dominant »¹.

Des millions de travailleurs d'Uber ou Deliveroo à travers l'Europe viennent d'obtenir d'être requalifiés en salariés et récupèrent ainsi les droits du travail dont ils avaient été exclus. Ce succès porte un coup à la fiction selon laquelle les plateformes ne sont que de simples intermédiaires entre travailleurs indépendants et clients.

Le mouvement des agriculteurs, malgré ses ambiguïtés, a réussi à exprimer le refus du dogme néolibéral du libre-échange. Le Sénat dont la majorité n'est pas suspecte de gauchisme vient de rejeter le CETA qui ouvre la voie aux importations canadiennes. Pour l'économiste Maxime Combes, ce vote traduit le fait « qu'il n'y a déjà plus de majorité sociale et politique pour ratifier ces accords de libre-échange ».

Les organisateurs de la résistance aux méga-bassines, au-delà de la répression féroce à Sainte-Soline l'année dernière, ont obtenu que le tribunal de Poitiers mette un coup d'arrêt aux projets de méga-bassines dans les départements de la Charente, Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne.

Évoquons aussi, bien sûr, les mouvements féministes, antiracistes et contre le néocolonialisme. Le mouvement des peuples contre le génocide des palestiniens à Gaza n'est pas pour rien dans le fait que le Conseil de sécurité des Nations unies vote en faveur d'un « cessez-le-feu immédiat », appel bloqué plusieurs fois par les Etats-Unis, qui se sont cette fois abstenus.

Ces luttes sont encore souvent cloisonnées et limitées à une échelle locale ; mais quand on les prend dans leur ensemble, elles expriment un large refus de la société à l'égard de la politique du Capital et sapent la crédibilité de ses récits idéologiques. Ainsi, Elles contribuent potentiellement à ouvrir la porte à la recherche d'alternatives à sa politique.

● JOSIANE ZARKA

1. Pour plus de détail sur la votation sur les retraites en Suisse lire l'article ci-contre.

Les plateformes numériques

En Europe, plus de 28 millions de travailleurs et travailleuses¹ de plateformes numériques sont de faux indépendant-es, de vrai-es salarié-es exploité-es. Selon une étude du Conseil de l'Union européenne, 51% gagnent moins que le salaire horaire net du pays dans lequel ils ou elles travaillent, 41% du temps consacré au travail via une plateforme n'est pas rémunéré. Le 11 mars, les ministres du Travail de l'UE ont adopté une directive créant une présomption légale de salariat pour elles et eux. Ce sont les patrons des plateformes qui devront prouver l'inverse. Reste qu'il faudra toujours que les travailleurs et les travailleuses passent par les tribunaux pour faire reconnaître cette situation. De même, la directive n'interdit pas que les comptes d'un chauffeur ou d'un livreur soient désactivés par les plateformes, mais elle impose de prévoir des voies de recours.

Le gouvernement français, une fois de plus, a tenté de s'opposer au texte pourtant minimal. Cette directive doit maintenant être validée par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ; mais les États auront ensuite deux ans pour la transposer. Ne doutons pas que le patronat saura faire pression pour que cette transposition se fasse à minima. Au contraire, les organisations syndicales soutiennent les revendications des travailleurs et travailleuses du secteur : régularisation des sans-papiers, protection sociale, rémunération, conditions de travail, maintien dans l'emploi, mais aussi toutes les questions liées aux contrôles par les plateformes, au fichage, aux déconnexions, aux sanctions...

● CHRISTIAN MAHIEUX

1. Chiffre de 2022 ; la perspective pour 2025 étant de 43 millions.

La bataille des retraites n'est pas perdue !

Lors d'une votation citoyenne portée par les syndicats, les électeur(ric)e(s) Suisses ont défendu leur système de retraite, en acceptant à 58,2 % le versement d'un « treizième mois ». Ils ont également rejeté à 74,7 % le projet de relèvement à 66 ans de l'âge de départ à la retraite proposé par la droite. Ces résultats sont d'autant plus surprenants que les initiatives des syndicats et de la gauche échouent lors des votations. Ces dernières années, les Suisses avaient rejeté le maintien à 64 ans (un an avant les hommes), de l'âge de départ à la retraite des femmes, l'institutionnalisation du salaire minimum, la réduction des écarts salariaux ou l'imposition sur le capital. Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS) et membre du PS suisse propose quelques explications à ce succès : La baisse du pouvoir d'achat et l'inflation ont aussi touché les retraités suisses. Nous avons appris de nos « échecs » et mené une campagne pédagogique remettant en cause les arguments de la droite et du patronat. « Le rapport entre actifs et inactifs évolue de manière relativement stable si on prend en compte la participation croissante des femmes au marché du travail. Le système général des retraites suisse est excédentaire de 3 milliards de francs ». Enfin, le dirigeant syndical pense que ce succès s'inscrit dans « un mouvement plus large » qui le relie au mouvement Français de 2023 où « Là aussi, le narratif sur l'absence d'alternatives n'avait pas convaincu ». Il y voit l'« indice » d'un certain « basculement de l'histoire » où le récit néolibéral n'est plus aussi dominant.

● JOSIANE ZARKA



©pixabay

RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE ?

L'impact humain sur la planète est tel que l'on parle d'anthropocène pour définir la période géologique. D'autres préfèrent le terme de « capitalocène », car l'état de la planète est avant tout la conséquence du système capitaliste. Et sans affronter le système capitaliste nous ne saurions construire un monde plus respectueux de la nature et du vivant.

Toutes les questions qui se posent à propos de la transition écologique se réduisent-elles au seul dépassement du capitalisme ? La façon de faire, l'identification des obstacles à affronter, la construction du processus, l'implication de la population, la hiérarchisation des enjeux sont autant de questions qui nécessitent des échanges et des confrontations.

Faut-il faire accepter des mesures impopulaires ? Quels sont les risques de dictature ? Sommes-nous maîtres de nos choix ? Faut-il refuser le progrès scientifique et les réponses techniques ? N'y a-t-il de réponses que dans les mobilisations locales ? Faut-il limiter la démographie ? Comment financer les coûts de la transition ?...

CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE

Nos représentations, nos cultures partagées, qui sont aussi celles de la société capitaliste, ne constituent-elles pas un obstacle à la mobilisation et l'implication des personnes ?

Dépasser le capitalisme, renoncer au consumérisme, s'emparer d'enjeux qui relèvent aussi du niveau international est-ce vraiment possible ? Quelles mobilisations, luttes, ou actions illustrent cette possibilité de transformer le réel ? Agir au niveau local et comment cela peut-il aider à transformer le global ?

L'histoire montre que sans démocratie rien n'est réellement possible. De la politique à la société comme à la définition de nos besoins. Mais le rythme de la démocratie, celui du débat, de la controverse et de la décision est-il compatible avec l'urgence climatique, sociale et environnementale ?

Philippe Nikonoff critique le terme d'anthropocène car ignorant la réalité des rapports sociaux et du modèle ayant prévalu et qui prévaut encore, en matière de développement humain. Que l'impact humain sur la Terre soit aujourd'hui le principal facteur de ses transformations, sans doute, mais ne confond-on pas développement humain et développement du capitalisme ? Ayant fait ce constat et fort de l'exigence de s'attaquer au système, il nous propose d'en discuter les moyens, notamment au travers d'une fiscalité environnementale contestant de l'intérieur la logique prédatrice du système.

Ce que nous propose aussi **Patrick Vassallo**, rappelant l'urgence de sortir du productivisme et de toutes les chaînes de domination, notamment de celles que nous exerçons sur la nature. Faire face aux enjeux écologiques exige d'en finir avec toutes les formes d'exploitation de la nature, celles du vivant comme celles du non-vivant. Et d'en appeler à notre imagination, car on ne peut rêver d'une autogestion où le vivant non humain participerait aux conseils coopératifs !

Pierre Zarka nous alerte sur le fait que, même convaincus de la nécessité de dépasser le capitalisme, nous devons nous dégager des représentations qu'il nous lègue pour en construire de nouvelles, à partir des luttes et des alternatives qu'elles doivent nécessairement faire émerger.

Ce que nous dit aussi **Soazig Le Bot**, soulignant le poids que fait peser sur nous la religion du marché érigée en dogme d'état. Mais partageant aussi l'espoir, la joie et la force ressen-

tis en constatant les transformations concrètes et nouvelles qui font suite aux mobilisations, et le fait qu'ils soient aussi présents sur tous les continents et dans le monde entier.

Est-il possible de penser et de réussir l'alternative écologique sans investir le champ du travail, de son organisation, celui des entreprises et de la démocratie en leur sein ? Et donc sans revenir sur un statut du travail vivant, un statut permettant aux producteurs-trice-s d'agir sur les organisations comme sur les finalités de leur travail ? C'est la problématique qu'ouvre **Olivier Frachon**.

Ainsi Antoine Barbier questionne le rôle de l'éducation nationale et celui des enseignants face à la crise sociale et environnementale. Pour lui, au travers de la fabrique de la soumission, l'école se situe du côté du problème et non de sa solution. L'alternative se situe dans l'action collective, quotidienne et subversive, pour que l'éducation donne aux citoyens les moyens d'agir et donc de penser en dehors des rapports de force et de domination.

Ce que confirme **Corto**, éducateur de jeunes enfants, dont la pratique se heurte aux conceptions qu'imposent le capitalisme extractiviste.

Makan Rafatdjou nous invite à considérer le territoire, non comme le simple périmètre de l'existence humaine mais comme un bien commun, socle du vivant, à réparer, ménager. Et d'instituer le « *faire territoire* » comme droit inaliénable, faisant de tous les humains des acteurs d'une transformation radicale des rapports sociaux de territorialité.

Daniel Cueff interroge la place et la forme de la démocratie dans les choix et les actions à mettre en place, notamment à l'échelle locale. Rejetant la démocratie participative dont il considère qu'elle éloigne les citoyens, il préfère ce qu'il nomme la « *démocratie implicative* », c'est-à-dire la mobilisation des connaissances des savoir-faire de tous pour rendre possibles et mettre en œuvre les choix et décisions prises.

En complément, un regard porté sur ce que nous disent **Fatima Ouassak**, **Daniel Tanuro** et **Jean-Baptiste Fresso** sur la question.

● **La rédaction**



RETOUR SUR LE CONCEPT D'ANTHROPOCÈNE

Depuis sa création il y a une vingtaine d'années, ce terme a connu un rapide succès. Il traduit l'idée que la planète serait entrée dans une nouvelle ère géologique, l'ère de l'homme. La majorité des auteurs qui soutiennent ce concept considère que l'anthropocène aurait commencé avec l'invention de la machine à vapeur vers 1770, c'est-à-dire il y a 250 ans. D'autres chercheurs sont en désaccord profond avec cette approche qui ferait du changement climatique le résultat de l'humanité en tant que telle.

Ainsi, l'homme moderne est apparu il y a au moins 100 000 ans. Pendant au moins 99 750 ans (99,75% de son histoire) l'humain n'a pas utilisé la vapeur. Anthropos n'a donc pas montré une appétence marquée pour le charbon pendant l'essentiel de sa vie et il semble donc logique d'y regarder de plus près. D'ailleurs, si l'humanité a « fauté » en ayant un recours de plus en plus massif au charbon à partir de la fin du 18^{ème} siècle, s'agit-il d'une sorte de péché originel ? d'un avatar du mythe de Prométhée, puni par les dieux pour avoir volé le feu ? Voici une courte revue de détail de la question.

1. Si on zoome sur l'origine de la machine à vapeur, celle-ci apparaît en Angleterre, pays qui représentait

à l'époque environ un centième des humains peuplant la terre. Cette machine utilise une ressource connue depuis très longtemps mais très peu utilisée jusque-là : le charbon.

2. Si on zoome encore, on s'aperçoit que les premiers humains qui ont utilisé les premières machines à vapeur étaient en grande majorité des propriétaires de moulins à eau utilisés pour produire du textile. C'était donc une petite partie de la population anglaise (entre 0,1% et 1% ?) et donc une minuscule partie de la population humaine (entre 0,001 et 0,01% de l'humanité ?).

3. Si on continue à zoomer, on remarque que, comme indiqué plus haut,

ce sont des propriétaires de moulins qui les premiers ont développé l'usage de machines à vapeur utilisant le charbon comme source d'énergie. Ce ne sont donc pas uniquement un humain sur 100 000 qui a mis en place ces technologies, ce sont aussi des humains propriétaires de moyens de production et qui ont fait travailler des salariés avec ces machines. D'ailleurs, les travaux sur le début de la vapeur dans le textile en Angleterre à la fin du 18^{ème}/début 19^{ème}, montrent qu'au départ les machines étaient moins performantes que les moulins à eau. Mais ce qui intéressait ces propriétaires, c'est d'une part que la production ne dépendait plus du débit de l'eau, très variable selon les saisons, ce qui débouchait sur une production



© pixabay

irrégulière. D'autre part et surtout, ces moulins à eau étaient installés...près des cours d'eau, c'est-à-dire le plus souvent dans des zones rurales, peu denses, avec une main d'œuvre qui avait souvent d'autres activités (notamment agricoles) et qu'il était difficile de conserver. On dirait aujourd'hui que les travailleurs disposaient d'une certaine liberté de choix. La machine à vapeur, même plus fragile et plus coûteuse, avait donc deux gros avantages : Elle travaille en toute saison, on peut l'installer n'importe où et notamment en ville, ce qui donne accès à une main d'œuvre disponible en

permanence, qui peut facilement être remplacée et qui n'a plus de choix. Les villes taudis et massivement polluées décrites dès les années 1830 naissent du fait de cette logique.

4. Ces urbanisations n'ont été possibles que parce que la population agricole a été massivement réduite, offrant aux industriels une main d'œuvre n'ayant plus d'autre choix que de survivre dans ces usines bagnes.

Dans le cadre d'un court article, retenons que **si on prend en compte ces différents aspects et qu'on les**

relié entre eux, ce qui est appelé « anthropocène » pose deux problèmes. D'une part, on soupçonne que cette innovation technologique, les émissions de GES, le développement d'un marché mondial (reposant sur l'usage de bateaux à vapeur qui nécessitent une production de charbon dans les pays de destination), l'exportation du modèle occidental dans l'ensemble du monde, la déprise agricole, l'urbanisation et les inégalités sont des sujets liés. D'autre part, derrière cette idée d'une responsabilité humaine globale, il y a des responsabilités humaines particulières, liées à des objectifs particuliers, intégrés dans une structure sociale particulière, etc. Bref, il y a une structure sociale, des groupes sociaux, des conflits d'intérêt, un intérêt particulier qui a poussé à généraliser l'usage du charbon comme source de profits, etc. Ciel ! Mais que fait donc ce terme au sein d'une ère géologique particulière ?...

● **Philippe Nikonoff**, économiste et fiscaliste est également auteur de « Climat, mégafeux, inégalités. Pourquoi nous n'anticipons plus ». L'Harmattan novembre 2022.



©pixabay

REMETTRE LE VIVANT SUR SES PIEDS !

Admettons quelques idées simples, basiques :

- L'analyse et l'évolution des forces productives ne peut qu'intégrer des ressources non humaines, pas seulement de l'ordre de la matière et des outils, mais aussi du vivant, faune et flore, tant les écosystèmes sont imbriqués.

- On a parfois subi un scientisme qui considérait une sorte de supériorité intrinsèque de l'espèce humaine, dont la capacité à tout dominer n'avait que des limites ponctuelles ou éphémères. La crise climatique, la finitude de la planète nous démontrent l'inverse.

- La couche d'ozone n'est qu'un des éléments (ou un des rapports) qui relient terre et ciel, mondes des vivants et mondes des volants, alchimie chère à la pensée amérindienne, et que les enjeux écologiques rappellent même quand on prend les rapports du GIEC pour billevesées et qu'on ne veut pas voir que les lois anti (im)migrations ne réparent pas les trous de cette même couche stratosphérique.

Quelle peut-être est la nature de l'alternative ? Comment progrès social et respect du vivant peuvent-ils se nourrir mutuellement ?

Daniel Bensaïd, dans des textes publiés en 2002-2003, relevait qu'« un préjugé tenace veut que le marxisme ait peu apporté à la critique écologique, du moins jusqu'aux années soixante-dix. Pourtant, la dimension écologique de la critique de l'économie politique n'était pas méconnue des héritiers les plus directs de Marx et d'Engels. ». Dans sa recension du livre *Marx'Ecology. Materialism and Nature* de John Bellamy Foster (New York, Monthly Review Press, 2000), il invite à réfléchir aux fondements possibles d'une écologie matérialiste et dialectique. De nombreux auteurs (d'Ivan Illitch à André Gorz) ont travaillé ces rapports et la nécessité d'un réajustement général. La question n'est donc pas neuve, mais son acuité est désormais urgente et sur plusieurs plans, le temps est compté qu'il s'agisse de la ressource 'eau', des forêts, du réchauffement climatique, des plastiques, ou de la disparition d'espèces animales, d'insectes, et du péril qui guette les abeilles.

Si quelques luttes emblématiques (Givet, GM&S,...) ont utilisé l'arme écologique pour se faire entendre, l'agro-industrie, les nitrates en Bretagne ou Bhopal en Inde, inscrivent le comportement prédateur des humain.e.s dans les désastres de l'époque. Quelle alternative sinon une inversion totale de la méthode ? S'appuyer sur les ressources, le valoriser et non les piller.

S'emparer de la durabilité économique locale, sortir du cycle infernal du productivisme, du 'toujours plus', de la course au gigantisme et au monopole

N'est-ce donc pas toute une chaîne de dominations qui est à remettre en question ? Pas seulement le rapport Capital/Travail. Pas seulement les inégalités Femmes/Hommes ou l'instrumentalisation des enfants par leurs parents. Comment s'exonérer d'une remise en question au plus fondamental de notre irrespect de la nature, et plus globalement de la marchandisation - là aussi - de toute relation ? L'air reste gratuit, la pollution aussi ! Pour le reste...

Comment peut-on envisager une alternative écologique qui remettrait sur ses pieds l'utilité fondamentale, sociale et écologique de tout vivant ?

Paul Guillibert, dans son dernier livre, défend que la transition écologique doit forcément aller de pair avec la lutte sociale et la prise en compte de l'exploitation des animaux. On peut étendre le propos à la flore. Des ergonomes peuvent expliquer comment telle végétalisation est apaisante dans un cadre de travail, l'utilisation de plantes et fleurs a été la condition du développement de l'industrie textile. Sans « bleu du roi », que serait la basilique de Saint-Denis ? Quant à la chlorophylle et au rôle des effluves, les impacts en sont connus. S'agit-il seulement

de « respecter la nature » ? Tenir compte de la biodiversité est une chose et il est légitime d'empêcher sa destruction. Est-ce suffisant ? Ne doit-on pas prendre la biodiversité comme une ressource pour tous les vivants ? Aménager, élaborer les économies locales à partir même de ce qu'elle rend possible ? Laissera-t-on encore longtemps le marché et la dictature de l'immédiateté bousiller la forêt amazonienne et assécher les lacs ? Quelle alternative écologique ne pourrait trouver là un formidable levier, un rhizome qui permettrait de penser une société qui s'attache à répondre à tous besoins sociaux (de l'humain) et à tous les besoins (vitaux) du vivant ?

Humanité, faune, flore : l'ère d'une nouvelle créolisation a peut-être bien sonné. Il s'agit de faire tout à fait autrement, de changer le regard du constructeur, la visée de la compositrice de cette métamorphose.

Au fond, rien d'exceptionnel : Remettre l'humain à sa place, la floraison dans son espace, la faune en ses équilibres. Programme ambitieux - ou simplement nécessaire - Qui posera inéluctablement la question de sa gouvernance. En finir avec les dominations qui détruisent le monde appelle un effort d'imagination. On ne peut rêver une autogestion de la société où le vivant non humain participerait aux conseils coopératifs ! Leur redonner de l'honneur, démarchandiser leur existence pour respecter leur « valeur d'usage » : sommes-nous capables de remettre le vivant sur ses pieds ?

● Patrick Vassallo

<https://danielbensaid.org/lecologie-de-marx/>

<https://www.mediapart.fr/journal/culture-et-idees/240923/marx-et-les-betes-pour-une-politique-du-vivant>

FIN DU MONDE ?

FIN DU CAPITALISME : UN COMBAT

L'apport de l'écologie dépasse son alerte salutaire. Il touche au tréfond de ce que doit devenir la société. Lorsque l'on évoque l'autogestion comme organisation de celle-ci, dépassant l'entreprise ou le local, des sceptiques disent que si le périmètre est trop vaste les « gens » n'en seraient pas capables. Ah tiens ? Le souci écologique révèle la capacité des individu/es à embrasser des enjeux qui dépassent leur périmètre de vie et leur capacité à penser un avenir qui va au-delà de leur vie. A un moment où on limite trop la démocratie à sa dimension locale ou à des périmètres thématiques pour être sûr de maîtriser ses actes, porter le devenir de l'humanité rehausse l'exigence de maîtrise de toute l'espèce humaine et donc l'étendue de la démocratie réclamée. En retour, cette capacité permet de cerner à quel point fonder le développement humain sur la marchandisation est mettre cette humanité en péril.

Or on limite trop souvent le capitalisme à sa dimension économique : accaparement des richesses, bulle financière, chômage. Déjà l'apport de l'écologie est d'élargir la problématique au saccage de la nature. Mais comme si nous, notre culture, nos habitudes n'étions pas liés au capitalisme. **Faire système c'est englober de manière cohérente toutes les dimensions de la société pour son fonctionnement.** Pour dominer, le capitalisme nous a fait partager comme normalité des représentations et modes de vie qui intègrent ses vues. Le consumérisme, le productivisme, les rapports de domination, le pillage de la nature en sont partie intégrante, ce que n'avait pas pris en compte



©pixabay

le communisme traditionnel. S'il ne suffit pas de se déclarer anticapitaliste pour combattre le racisme ou le sexisme, ayons à l'esprit que s'il ne les a pas inventés le capitalisme les inscrit dans la normalité dont nous héritons. Ce sont les limites du legs des Lumières. Voltaire a qui l'on doit tant, a fait sa richesse avec la traite d'esclaves !

L'épine dans le pied du capitalisme est que celles et ceux qui le font vivre par leur travail, sont les mêmes qui le combattent. L'épine dans le pied de ces derniers est que leur mode de vie est d'abord formaté par le système. Ça s'appelle aliénation et idéologie dominante. Nous faisons partie du capitalisme. C'est son problème. C'est aussi le nôtre. S'émanciper ce n'est pas seulement s'émanciper du patron, c'est se construire des

représentations autres que celles que la révolution industrielle nous lègue. Que l'on combatte le chômage, la surexploitation, l'inflation, les chantiers inutiles, le gaspillage de l'eau ou la détérioration du climat ...on est face à la logique du capitalisme où tout doit se transformer en puissance financière, qu'importent les conséquences.

D'où la pertinence de : « fin du monde, fin du mois même combat ».

Il est urgent que chaque combat porte des alternatives et l'on verra que l'on ne s'émancipe pas en s'identifiant à ses Nike ou à sa voiture ; que les transformations nécessaires de nos modes de vie ne se traduiront pas par du Moins quelque chose mais au contraire par UN PLUS large épanouissement de soi en conjugaison avec les autres *soi-mêmes*.

● Pierre Zarka

UNE AUTRE FAÇON D'ÊTRE AU MONDE

Le capitalisme et davantage encore l'ultra-libéralisme ont réussi à nous voler nos imaginaires et à nous faire croire que nous sommes soumis aux lois du marché. Il me semble que la transition écologique apparaît comme une obligation pour les dominants entravant production, croissance et bénéfices, à laquelle ils répondent par des pseudos solutions technologiques (cf le livre Croissance Verte contre la Nature d'Hélène Tordjman). Quant aux plus démunis, elle peut être un souci secondaire quand se loger, se nourrir, se soigner constituent des préoccupations incessantes du quotidien. Alors qui s'en préoccupe ? Une petite frange de bobos et de réseaux alternatifs ? La réalité est peut-être plus complexe que cela.

Gilets jaunes, en grande partie conscients de la problématique écologique

Quand on prend le temps de parler aux gilets jaunes, on constate qu'ils sont en grande partie conscients de la problématique écologique. Mais, s'ils se sentent concernés par l'avenir de la planète, ces représentants de cette France rurale et périurbaine refusent de payer pour les turpitudes d'un système économique qui détruit l'environnement. D'autant que c'est ce même système qui est à l'origine de la désindustrialisation et de la dévitalisation des territoires, dont ils subissent depuis trente ans les conséquences en première ligne. De même, les jeunes sont également lucides et inquiets quant à l'état de la planète et l'inégale répartition des richesses.

En tant que paysanne impliquée à la Confédération Paysanne (co-porte parole régionale), je me nourris

des mobilisations locales menées par des collègues, des réflexions et actions portées par notre mouvement international la Via Campesina regroupant des organisations paysannes du monde entier. Je suis également sensible à la convergence des luttes...

« Le peuple commande, le gouvernement obéit. »

Rencontres et expériences m'ont beaucoup touchée, ainsi de la rencontre avec 6 femmes zapatistes accueillies chez nous à la ferme. La région du Chiapas travaille avec obstination à son autonomie depuis 25 ans. La base de son système est l'assemblée de village (ou communauté) qui se fédère, avec d'autres assemblées, en commune dotée d'un conseil municipal dont les membres sont élu.e.s pour 2 ou 3 ans. Les communes autonomes envoient des délégué.e.s à l'assemblée générale de zone (région), laquelle désigne un «conseil de bon gouvernement» chargé de la mise en oeuvre des décisions collectives sur l'éducation, la santé, la justice... Ce dernier travaille avec le slogan «le peuple commande, le gouvernement obéit.»

« Une autre façon d'être au monde »

Progès social et transition agro-écologique ne sont qu'un seul et même projet, une seule et même ligne d'horizon car ils relèvent d'une autre façon d'être au monde, d'être en lien avec le vivant, humains et non-humains. Murray Bookchin explique que les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux car si la nature devient de simples ressources naturelles, c'est que les gens sont considérés comme de simples ressources économiques. De même



©pixabay

Jocelyne Porcher pense que «Nous, les animaux domestiques, la nature, ne faisons qu'un pour le capitalisme industriel et financier. Nous ne sortirons pas les animaux domestiques et la nature de leur condition sans nous sortir nous-mêmes de la nôtre. Notre destin est lié au leur. La manière dont on les traite dans ces marchés libéralisés et mondialisés est le miroir dont on considère les êtres humains quant à leurs droits sociaux dans cette mise en concurrence des peuples du monde».

● **Soazig Le Bot**, paysanne dans le Morbihan, impliquée à la Confédération Paysanne

Une version longue est en ligne sur le site <https://ceriseslacooperative.info/2024/04/02/une-autre-facon-detre-au-monde-2/>



© pixabay

UNE ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE PEUT-ELLE IGNORER LE TRAVAIL ?

La problématique support au dossier du mois interroge nos représentations, souligne la nécessité de dépasser le capitalisme, de sortir des logiques productivistes, consuméristes pour construire une alternative et espérer conserver une planète où l'humanité puisse encore vivre. Et de nous interroger sur notre capacité à construire cet avenir commun et désirable, à faire émerger les luttes et les rapports de force nécessaires à la dimension de la planète, sur notre capacité à passer du local au global et d'imaginer la démocratie qui va avec.

1) La planification écologique pour sortir de la religion du marché

Une évidence s'impose, le marché et l'idéologie libérale qui va avec sont incompatibles avec ces enjeux. Le libéralisme étant

devenu une forme de pensée théologique, le marché une figure de dieu digne de foi et tout-puissant, avec ses prophètes et ses commandements, dont « la main invisible » répondrait à tout ! Avec comme alternative la construction d'une planification écologique dont les effets porteront à la fois sur nos modes de production et sur nos modes de consommation, en natures et en volumes.

Si l'alternative écologique exige de sortir du marché par la planification, il reste encore à s'accorder sur les moyens et les actions à mettre en œuvre, dans un cadre démocratique encore inexistant, notamment en ce qui concerne la production et l'industrie nécessaires à notre vie en commun.

Réaliser cette alternative, qui est tout sauf une transition

compte tenu des transformations à conduire, passera aussi par une transformation des organisations du travail au sein des structures industrielles existantes pour faire face aux enjeux complexes auxquels nous sommes confrontés. **Réussir ces transformations nécessitera de mobiliser des femmes et des hommes autour d'enjeux industriels**, que l'on pense à la décarbonation de la production de nos ressources, de l'énergie... Réussir ces transformations nécessite aussi de reconstruire des services publics mis à mal par des décennies de libéralisme – qu'on pense à l'état de la santé, de l'école, des transports... - et de le faire alors que le temps vient à manquer.

2) Le libéralisme est-il compatible avec la complexité ?

La place et le rôle du travail humain, donc celle des salarié-es, est une question centrale. Elle a été mise à mal par plusieurs décennies de libéralisme, par la domination d'une vision de l'entreprise calquée sur des principes managériaux renvoyant le travail humain à une prestation qu'on achète ou que l'on vend, indépendamment des conditions dans lesquelles elle est réalisée. **Une conception qui ignore le travail réel mis en œuvre par les humains, qui ignore l'action pour les seuls résultats mesurés par des indicateurs et des tableaux de bord !** Une conception visant à réduire le coût du travail, à affaiblir les résistances par la multiplication des niveaux de sous-traitance et des statuts des salariés.

Avec pour conséquence le mal-travail, la perte de sens, le désengagement et la fuite pour ceux qui le peuvent, la souffrance pour les autres. **Mais avec une autre conséquence, l'effondrement des systèmes industriels et la difficulté, voire l'impossibilité, de faire face à la complexité.** Tout ne peut se réduire ou être réalisé par une start-up ! L'échec de

Boeing, avec la multiplication des accidents impactant la sûreté des vols, avec l'immobilisation de centaines d'avions et la menace pesant sur la firme elle-même, est exemplaire de cette situation. La production d'avions sûrs ne peut se résumer à une succession d'activités définies par les procédures car ce qui se joue entre les lignes des procédures c'est l'action du travail réel qui est lui propriété des travailleur-euse-s, de l'ingénierie à la ligne de production et réciproquement.

3) Réussir l'alternative écologique passe par l'engagement collectif

Engager l'alternative écologique nécessite donc d'inventer une nouvelle démocratie, mais cela exige aussi de **penser la démocratie au sein de la production, de penser la capacité des salariés à agir sur les organisations comme sur la finalité de leur travail, et donc de penser leur statut de producteur-riche.** C'est aussi la condition pour les impliquer dans l'alternative écologique, une implication essentielle compte tenu des transformations à réaliser et de leur urgence.

Nous ne partons pas de rien, les statuts de la fonction publique, des électriciens et gaziers, celui des cheminots n'ont-ils pas aussi été conquis par l'urgence de la reconstruction ? Et n'ont-ils pas permis la mobilisation nécessaire des salariés parce qu'ils contenaient des outils permettant la reconnaissance et l'expression du travail réel ? N'aurions nous pas nécessité à nous re-pencher sur ce qui, en assurant un statut aux salarié-es, assurerait aussi un statut et une place au travail vivant ?

● Olivier Frachon



CONSTRUIRE COLLECTIVEMENT L'ÉDUCATION COMME VECTEUR D'ÉMANCIPATION

L'éducation comme vecteur d'émancipation. C'est la vision que nous partageons au SNEP-FSU 35. La crise écologique dans laquelle nous sommes désormais entrés concrètement, associée à la crise sociale que nous connaissons depuis une cinquantaine d'années dans les pays occidentaux, questionne le rôle de l'éducation nationale en tant qu'institution et le rôle de chaque enseignant-e en tant qu'acteur-ice de l'émancipation du peuple.

Face au désastre écologique engendré par la modernité, l'Éducation Nationale promeut depuis une trentaine d'année une doctrine main stream sur fond de *Développement Durable* et de *Transition Écologique*. Entre le tri des déchets à la cantine et l'utilisation des photocopies surnuméraires comme papier de brouillon, les élèves sont invités à admettre que si elles et ils font un effort individuel, elles et ils vont « sauver la planète ». Le point commun de toutes ces actions de communication réside dans l'absence de remise en question du fonctionnement intrinsèque de notre société et de l'hyper consommation engendrée par le capitalisme. **Et ces stratégies ont montré depuis plusieurs décennies leur inefficacité, et leur incapacité à mettre un terme ou même à freiner la frénésie destructrice du marché mondialisé.**

Arthur Keller, chercheur en systémie résume l'action de notre société ainsi : L'humanité transforme la nature en déchet. Pour y parvenir, notre société construit les relations au travers un rapport de force entre les dominants et les dominés. Entre l'homme et la « nature », entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, entre les blancs et les noirs. **Notre rapport à la nature est à l'image de notre construction des rapports entre les humains, là encore l'humanité domine le reste du vivant.** Et c'est en ce sens que les luttes

écologistes rejoignent les luttes féministes, la lutte des classes, les luttes anticoloniales, les luttes anti-racistes ...

Concrètement, quelle est l'action du système éducatif sur cette dimension ? Les sciences de l'éducation mettent en évidence que les dispositifs éducatifs, c'est à dire l'ensemble de l'organisation et du fonctionnement d'un système éducatif, sont au moins aussi influents que les contenus des cours, si ce n'est plus. **Or à l'éducation nationale, et a fortiori dans le secondaire, toute l'organisation est basée sur le rapport de force et la domination des élèves par les adultes.** Cette organisation « infuse » au fil des années auprès des élèves et fait de ce rapport, cette vision de la vie, une évidence. Au travers de ce qu'on pourrait appeler **la fabrique de la soumission**, à laquelle un certain nombre d'enseignant-es ne souscrit pourtant pas, l'école s'inscrit dans une dynamique qui la positionne du côté du problème et non du côté de la solution.

Au SNEP-FSU 35, nous sommes conscients qu'à court ou moyen terme, changer LA société ne suffira pas et qu'il faudra changer DE société. Dans cette perspective, l'éducation doit pouvoir donner aux citoyen-nes qu'elle forme les moyens de penser, de construire et de gérer d'autres formes de rapports sociaux et environnementaux que ceux basés sur la domination et le rapport de force. Dès lors, **l'action d'un-e enseignant-e qui s'inscrit dans cette dynamique ne peut se penser que comme subversive au regard de la doctrine étatique.** Mais comment penser la subversion dans une institution qui ne tolère pas la transgression ?

Puisqu'attendre une action pertinente de celles et ceux qui se sont accaparés le pouvoir et les richesses et qui ont l'insolence de s'autoproclamer « élites » est sans espoir. Puisque l'action

SNCF C'EST POSSIBLE (8 MARS 2024)



©-David Snug

individuelle est insuffisante au regard de l'ampleur du chantier. C'est bien sur vers l'action collective que nous nous tournons.

Actions ciblées au sein des C.A. des établissements pour faire évoluer le bâti, formations aux défis et aux enjeux écologiques, constructions d'outils pédagogiques d'éducation à l'environnement en EPS, mise en place d'équipements sportifs pour enseigner l'EPS « dehors », création d'un habitus vélo chez les élèves. Toutes ces actions nous permettent de lutter en-

semble de (re)donner du sens à notre métier et d'obtenir des victoires collectives. **C'est en construisant collectivement le monde dans lequel nous vivons que nous tentons d'apporter une alternative souhaitable au désastre capitaliste** que nous servent quotidiennement nos dirigeants à travers les médias des milliardaires.

● Antoine Barbier, Snep-Fsu 35



© pixabay

QUELLES QUESTIONS, QUELLES DIFFICULTÉS À LA CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE ?

Il serait faux de dire que l'intérêt porté à l'écologie n'a pas drastiquement augmenté ces dernières années. Les connaissances scientifiques couplées aux catastrophes climatiques et à la disparition du vivant ont secoué l'opinion publique et initié des actions dans les sphères privées, professionnelle et sociale.

Il serait également faux de dire que l'intérêt porté à l'écologie est aujourd'hui suffisant pour répondre à l'urgence climatique et aux problématiques d'aujourd'hui et de demain.

Je suis éducateur de jeunes enfants et me suis spécialisé dans l'éducation par la nature et j'aimerais ici témoigner des difficultés que rencontre la construction d'une alternative écologique dans mon domaine.

L'éducation du dehors et les pédagogies du vivant sont vues aujourd'hui comme des méthodes marginales et de nombreuses personnes considèrent que ces préoccupations sont des « lubies d'écolos ». J'ai compris cette réalité durant mes études et en écrivant mon mémoire traitant de ce sujet, lorsque des professionnels veulent proposer des projets éducatifs mettant la nature et le collectif au centre, ils et elles doivent être préparés à être confrontés à des institutions castratrices.

La peur de l'inconnu, l'ultra sécuritarisme et l'hygiénisme sont des idées qui rendent difficile la construction d'une alternative écologique car la nature est considérée comme sale et l'extérieur comme dangereux. Le capitalisme met en exergue ces considérations et lutte quotidiennement contre le monde du vivant, il fait croire que le bonheur se trouve dans la consommation et que la richesse se trouve dans l'extractivisme.

Cependant La question écologique entre au cœur de nombreuses vies et des établissements scolaires, des crèches et des associations mettant la nature au centre de leurs programmes existent ou naissent en France et partout dans le monde !

Nous parlons dans ce dossier d'alternative écologique et il faut avoir en tête qu'une alternative sans éducation, sans vie collective et associative est inimaginable.

Alors **nous avons besoins de soutiens publics, que l'Etat pousse au respect de chacun.e et au respect de l'environnement**, qu'il occupe son rôle en créant un grand service de la petite enfance et en subventionnant le travail social et les actions d'éducation à l'environnement. Les enfants doivent être éduqués comme des humains, des êtres vivants conscients, non comme des consommateurs passifs.

Je parle de l'enfance car l'écologie marque particulièrement la jeunesse, n'oublions pas que les inactions d'aujourd'hui sont les catastrophes subies de demain. Je crois sincèrement que l'on peut prouver que l'écologie n'est pas une idée marginale et que c'est bien le capitalisme et le séparatisme qui le sont !

● **Corto**

Sans transition



Dans son ouvrage, « *Sans Transition, une nouvelle histoire de l'énergie* », Jean-Baptiste Fressoz démontre en quoi le concept de transition énergétique ne correspond à aucune réalité du développement de la société industrielle.

Il n'y a pas eu substitution d'une ressource à une autre mais au contraire ajout d'une ressource à l'autre. Ainsi l'usage du charbon n'a pas réduit le recours au bois, au contraire puisque jamais les sociétés n'ont utilisé autant de bois qu'après le recours au charbon, pour étayer les mines, pour construire les voies de chemins de fer nécessaires à son transport, etc.... Il en a été de même en ce qui concerne le pétrole et le gaz, ceux-ci se sont ajoutés à l'usage du charbon qui n'a jamais été aussi important qu'actuellement, notamment pour produire de l'électricité. Il revient aussi sur l'usage que faisaient les scientifiques de ce terme, présentant la transition vers le nucléaire comme celle vers un âge où l'humanité serait libérée de la contrainte grâce à une ressource énergétique sans limite.

Il conteste l'usage d'un terme qui sous-entendait une évolution vers un nouvel âge de l'humanité sous-estime et sous-évalue la nature des transformations à réaliser dans nos modes de production comme dans nos modes de vie. Il associe son usage au capitalisme vert, à ses tentatives d'apparaître comme compatible avec la défense de l'environnement, « *le capital se retrouvant du bon côté de la lutte climatique* »

Cette transition, souvent associée au développement technologique, aux solutions innovantes, est aussi le moyen de camoufler et, dans bien des cas, de faire reposer l'action sur des solutions miracles voire miraculeuses d'aujourd'hui et surtout de demain. Une transition dont la puissance de séduction permet de camoufler par des basculements futurs la procrastination actuelle.

Loin de désespérer cet ouvrage nous alerte sur la nécessité de posséder une connaissance réelle de l'histoire passée de l'énergie et de la production, sur laquelle faire reposer nos visions du futur, « *pour espérer construire un jour une politique climatique un tant soit peu rigoureuse* ».

● **Olivier Frachon**

Sans transition, Jean-Baptiste Fressoz, Éditions du Seuil, Janvier 2024, 416 pages 24.00 €

VERS UNE BIFURCATION TERRITORIALE

Le territoire n'est pas une donnée naturelle mais une longue matérialisation géographique particulière de la singularité socio-historiques constitutives des communautés et sociétés, des écosystèmes faites d'interrelations constantes, évolutives, et en transformation accéléré.

L'homme fait monde en se faisant, et se fait lui-même en faisant monde. Il compense sa fragilité biologique ori-



©pixabay

ginelle en tant qu'espèce exo-somatique par un recours systématique à des outils toujours plus élaborés, et une dépendance à ses propres prothèses et à un monde d'artefacts massifs. Depuis sa sédentarisation, et le tri des plantes et animaux à domestiquer, il n'a cessé de se protéger et perpétuer par des impacts croissants sur son environnement. L'Anthropocène a une longue histoire. Et à moins de considérer le genre humain comme un parasite à éradiquer, il constitue notre horizon durable. L'invention des sociétés complexes s'est accompagné des logiques de domination entre humains et sur la nature. Dans une petite partie du monde, l'hubris de génie et d'apprenti sorcier, l'obsession de la puissance et de l'argent ont supplanté son adaptabilité par une volonté de maîtrise puis d'arrachement et de prédation. Les noces du capitalisme (marchandisation, profits, productivisme, consumérisme) et de la révolution industrielle extractive et carbonée viennent de loin. Imposées par des minorités puissantes, adoptées partout, elles ont contaminé durablement les schèmes de civilisation, de liberté et d'égalité.

C'est du Capitalocène qu'il faut sortir, des ruptures systémiques induites par le capitalisme, ceux qui l'ont singé hier (le soviétisme) et le font encore (la Chine), et de notre préhistoire faite des violences aux autres humains et à la nature. La vulnérabilité des humains, des vivants et de la planète impose une alternative vitale, souhaitable, désirable, soutenable. Le territoire n'est pas un réceptacle spatial à remplir, mais l'un de nos fondements coexistentiels qui nous constitue comme cohabitants du monde. Il institue notre responsabilité collective inouïe, en tant que vivants capables de l'intercompréhension intelligible du monde et des impacts les plus (dé)structurants, à repenser le territoire pour mieux le panser, inaugurer l'ère d'une

nouvelle alliance entre les humains, leurs artefacts, tous les vivants et la nature, le Symbiocène :

1/défricher les voies d'une coévolution symbiotique et synergique des sociétés et territoires et de leur codéveloppement métabolique et solidaire à toutes les échelles ;

2/considérer le territoire comme un bien commun, un socle du vivant avant d'être support de fonctions, et dont nous ne sommes pas les possédants mais les héritiers et dépositaires devant prendre soin de sa part mémorielle, conforter ses singularités en répondant aux aspirations et urgences sociales et aux impératifs climatiques, le réparer, ménager et transmettre en meilleur état pour garder grandes ouvertes ses vertus écologiques et capacités d'émancipation humaine ;

3/ initier des fabriques régénératives : sobriété, adaptabilité, évolutivité, mutabilité et réversibilité ;

4/instituer le «faire-territoire» comme un droit inaliénable, faisant de tous les humains des transform-acteurs maîtrisant son devenir (finalités et modalités), facteurs d'un agir territorial traduisant et induisant une intelligence collective, et vecteurs d'un sens partagé des milieux de vie refondant nos imaginaires.

Substituer des dynamiques mêlées d'autonomies et coopérations fertiles à celles de concurrence destructrice et d'accaparement capitalistes c'est changer radicalement nos rapports sociaux de territorialité (modes de vie, d'activité, d'habiter, de déplacement, de relation, d'organisation, de gestion, de décision, de gouvernement).

● Mekan Rafatdjou



Pour une écologie pirate

L'écologie accompagnée de la figure du pirate comme symbole de liberté.

« *Nous sommes tellement dépendants du système qui détruit le vivant et l'humanité, ce système s'est tellement immiscé dans nos espaces les plus intimes, qu'envisager de le renverser peut paraître impossible.* »

Fatima Ouassak est cofondatrice du Front des mères et de Verdragon, première maison de l'Écologie populaire en France, à Bagnolet. L'écologie en soi n'est pas révolutionnaire, il faut un projet qui permette à chacun.e de s'émanciper, et les quartiers populaires sont au cœur de ce projet, qui doit lier l'exploitation et les différentes formes de dominations, en partant des quartiers populaires les plus touchés par la pollution, mais aussi par les violences policières, par les assignations à résidence et les interdictions de circuler.

Fatima Ouassak nous invite à penser l'écologie autrement que dans un rapport descendant entre les habitants des quartiers pavillonnaires, les « sachants », et les habitants des quartiers populaires, les ignorants. Donner du pouvoir aux habitants des quartiers populaires est la clef. L'abstention électorale y est très forte, l'autrice considère que c'est déjà une forme de rupture, une simple non-participation au système, sans pour autant déboucher sur une alternative politique.

Construire ce projet politique se fait dans un lieu autogéré. A Verdragon première maison d'écologie populaire, les habitant.es gèrent un espace de près de 1000 mètres carrés : débats, rencontres, cantines, ateliers... Portée au début par le Front des mères et Alternatiba, Verdragon est un lieu de construction d'une alternative écologique populaire.

Fatima Ouassak a aussi le souci de transmettre aux enfants la soif de se libérer et de construire sa propre émancipation en passant par le conte.

● Sylvie Larue

Pour une écologie pirate, Fatima Ouassak, Éditions La Découverte, janvier 2023, 198 pages, 17 euros



© pixabay

Une démocratie implicative plutôt que participative

entretien avec Daniel Cueff – 17 mars 2024

Daniel Cueff a été maire de Langouët, village de 610 habitants au nord-ouest de Rennes, de 1999 à 2020. Il a mené, avec une conscience sociale et écologique affirmée, une politique volontariste d'autonomie alimentaire et énergétique, pour mettre cette petite commune rurale à l'heure du dérèglement climatique.

Comment êtes-vous arrivé à ce constat d'urgence écologique, sociale, etc. ?

J'ai un parcours en sciences humaines et un doctorat de sciences de l'éducation. J'ai dirigé pendant plusieurs années un programme européen auprès des enfants dans la rue, notamment en Pologne. En travaillant auprès d'eux, une évidence s'impose : leurs conditions de vie ne produisent ni des enfants équilibrés, ni en bonne santé. Donc il faut agir sur l'environnement et le social pour résoudre leurs problématiques.

Quand je suis élu maire un peu par hasard, car ce n'était vraiment pas un projet de vie initial, je suis donc sensible à cette question majeure de l'environnement et je mets sur la table la notion de développement durable, dont peu de personnes

avait entendu parler dans la commune.

C'était un défi parce qu'on ne savait pas par quel bout prendre cette question à cette échelle. J'avais bien lu le rapport Brundtland évidemment, mais c'était un peu léger, quand même, en termes strictement opérationnels.

J'ai eu l'intuition qu'il était préférable de faire plutôt que de dire.

On a donc agi, brique par brique, mais en cohérence les unes par rapport aux autres. Ainsi la cantine 100 % bio mise place (la première en France), on s'est préoccupé des circuits courts jusqu'à créer une ferme permacole pour l'approvisionnement d'une partie des légumes de saison. Il en a été de même pour le logement social écologique, la production d'énergie élec-

trique en autoconsommation collective, la récupération des eaux de pluies, l'école publique HQE, la création d'un tiers-lieu citoyen...

Tout ce qu'on a pu faire était ouvert sur le monde, à l'opposé du localisme porté par le Front National.

Nous avons fondé le réseau BRUDED, avec le maire de Silfiac de l'époque. Trois communes au départ, pour échanger nos savoirs d'expérience. Aujourd'hui, il y en a 270, avec une expertise très forte pour les maires qui, aujourd'hui, décideraient de continuer l'aventure ou d'aller plus loin, parce qu'il y a des marges de progrès assez importantes.

Nous ne sommes donc plus isolé-es sur ces questions sociales et environnementales comme en 1999. Mais que de chemin à parcourir encore !

L'affaire de l'arrêté a masqué ce qui avait été accompli auparavant. [En 2019, constatant la carence de l'État en matière de protection de la population s'agissant des produits phytosanitaires, Daniel Cueff prend un arrêté municipal interdisant leur épandage à moins de 150 m des riverain-es – NDLR] Les premières réalisations, justement, elles se font avec une méthode de travail qui va essayer d'impliquer les habitants ?

Je ne suis pas un adepte de la démocratie participative, je suis même assez réticent, je la considère comme conservatrice.

Je vais prendre un exemple concret : dans le centre-bourg, la route qui conduit à l'école, c'était auparavant la départementale. La voie avait été détournée, mais elle conservait son aspect routier, de grande voie, incitant à la vitesse. Et il y avait unanimité des habitant-es pour dire qu'il fallait ralentir la circulation. Donc on organise plusieurs réunions publiques. Résultat, beaucoup de propositions : chicanes, feux stop, coussins berlinois, dos d'ânes... des réponses routières à une problématique routière. Alors que moi, je souhaitais plus jouer sur la végétation, les arts plastiques, et mettre des poules dans le village, parce qu'on ne sait pas où ça va aller. Rien de tel pour ralentir les voitures. Les Langouëtien-nes m'ont dit « *Monsieur le Maire, vous avez fait des réunions publiques, on vous a donné des idées et vous proposez autre chose ! Ce n'est pas normal !* »

Ils avaient raison. La méthode n'était pas la bonne : quand on leur demande leur avis, les gens proposent des solutions qu'ils ont vues ou dont ils ont entendu parler. Donc la démocratie participative qui peut apparaître *a priori* comme souhaitable, reproduit, dans les faits, l'existant.

On a donc changé de méthode, et j'ai proposé : « *On est élu-es, la municipalité va fixer le cadre mais pas le contenu.* »

Autre exemple concret. Décision de la commune (le cadre) : « *la cantine sera 100 % bio* ». On a provoqué plusieurs réunions sur le thème (le contenu) : « *Maintenant comment on y arrive ?* » Tout le monde s'est mis à bosser. Chacun-e est venu-e avec sa compétence (les parents, les enfants, les enseignant-es, les agriculteurs bio, la cuisinière, les élu-es...). Face à la même problématique « *Mais comment on va faire ? On a aucun exemple à aller voir !* », on tâtonne, on travaille. Puis au bout d'un moment, on arrive à des solutions qui semblent tenir la route. Et au retour des vacances de Noël 2014, les enfants reviennent à l'école et là, ils mangent 100 % bio. Vous voyez, un cadre fixé, sans contenu préalable. J'ai théorisé ça un petit peu, en parlant d'une démocratie implicative plutôt que participative, une démocratie contributive à un projet politique constitué.

Tout a été ainsi mis en place dans la commune, y compris les aménagements urbains où on a exploré par exemple le processus de conception intégrée. La commune a fixé un cadre très écologique et social, et politique, en faveur du logement social. Les habitant-es aidé-es par un architecte ont conçu le programme définitif qui a été construit ensuite par la commune.

De même, quand j'ai pris l'arrêté dont vous parlez. C'était un cadre, mais le contenu appartenait aux agriculteurs : « *Vos solutions seront financées par la commune. Faites des propositions.* » Tout aurait pu bien se dérouler si la préfecture, inquiète de voir prospérer un arrêté qui pouvait faire jurisprudence, n'était intervenue. Les lobbies des pesticides se sont aussi activés et le Conseil d'État a fini par annuler l'arrêté. Légitimité d'un élu local contre légitimité de l'État ? Ou l'inverse ? Le débat n'est pas clos.

● Propos recueillis par Emmanuel Chaniai

Une version longue est en ligne sur le site <https://ceriseslacooperative.info/2024/04/05/une-democratie-implicative-plutot-que-participative-2/>

COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE CLIMATIQUE ?



« *Climat, mégafeux, inégalités. Pourquoi nous n'anticipons plus ?* »¹ montre l'inefficacité des approches qui posent comme indépendants des sujets pourtant liés : L'évolution du climat, les inégalités, le mode de déploiement des technologies nouvelles, la déforestation, les mégafeux et les inondations, la métropolisation et son corolaire l'enclavement de certains territoires, etc. Ne pas penser le lien entre ces questions ne permet pas de comprendre le caractère systémique du changement

climatique et contribue à dépolitiser la recherche des solutions. En effet, en n'étudiant pas les mécanismes économiques à l'origine de la hausse constante des émissions, cette segmentation occulte la hiérarchie des responsabilités. Pour sortir de cette impasse, le livre reprend sous un angle nouveau trois questions : L'individu et le système, la production et la consommation, le prix de vente et le coût réel.

L'individu et le système ?

D'un côté, une centaine de groupes est impliqué dans 70 %

1. Philippe Nikonoff, L'harmattan novembre 2022.

des émissions mondiales, de l'autre, une action très volontaire des consommateurs pourrait réduire ces émissions de 25% au mieux². Ces ordres de grandeur montrent que s'attaquer à notre modèle de consommation ne suffira pas. Il faut combiner changements individuels, actions locales et remise en cause globale de notre modèle économique « *Gourmand en CO₂, économe en emplois mais riche en profits*³ ».

La production et la consommation ?

Faut-il alors agir prioritairement sur la consommation ou sur la production pour réduire les émissions de GES ? La réponse dépasse la hiérarchie des responsabilités mise en avant précédemment. **A partir de nombreux cas pratiques, on comprend pourquoi les émissions ont progressé d'environ dix milliards de tonnes entre 1960 à 1990 (30 ans) et de près de 20 milliards entre 1990 à 2020 (30 ans).** Les émissions progressent deux fois plus vite dans les 30 dernières années que dans les 30 précédentes. Il est assez facile désormais de mesurer les émissions de gaz à effet de serre dans la production et le transport. Disposer localement de ces données, notamment pour les plus gros émetteurs pourrait rééquilibrer les débats. Par exemple, un data centers de taille moyenne génère environ 10 000 tonnes de CO₂ par an. Cette information peut-elle faire évoluer la vision de sa propre consommation mais au-delà de celle-ci du modèle économique (le cloud) qui génère une augmentation massive des émissions du numérique ? Peut-on généraliser ces informations et en

2. P 140/141.

3. P 16.

faire un outil pédagogique de débat sur la cohérence de notre modèle économique et ses contradictions ?

Le prix de vente ou le coût réel ?

Le calcul des « externalités négatives » permet de mesurer les effets négatifs de certaines activités. Dès 1995, trois hypothèses de coût environnemental d'une tonne de CO² étaient élaborées, allant d'un minimum de 4 € à un maximum de 150 €⁴. **Peut-on poursuivre ces réflexions qui dépassent le prix de vente pour se rapprocher d'une mesure d'un coût réel prenant en compte les dégâts environnementaux ?** Peut-on sur cette base reprendre la réflexion sur une fiscalité environnementale qui ne serait ni une marchandisation de la nature ni un élargissement des droits à polluer mais un mécanisme contestant de l'intérieur la logique prédatrice de notre modèle économique ?

Les sujets sont complexes mais ils méritent d'être débattus. En effet, d'une part la fiscalité n'est pas une chose en soi, d'autre part l'enfermement dans la seule action individuelle fait l'impasse sur l'action publique et marginalise le rôle des États. C'est une logique globale qu'il faut élaborer, favorisant une autre cohérence économique, remettant en cause la logique de métropolisation, la productivité basée sur l'automatisation et l'IA, l'individualisme, la privatisation des communs, favorisant la remise en cause concrètes des schémas de rentabilisation impactant massivement le climat, etc.

Trois riches débats à construire...

4. External costs of energy. 1995.



Écologie, luttes sociales et révolution

Contributeur avec M. Löwy de la définition de l'écosocialisme comme voie de sortie du capitalisme, l'auteur fait d'une réactualisation de ce que l'œuvre de Marx conserve de plus pertinent à l'aune du XXI^{ème} siècle et des enjeux écologique, le cœur d'une alternative radicale devenue vitale face aux impératifs climatiques et politiques d'un changement de civilisation. Fin connaisseur de l'expertise il éclaire les contradictions et évolutions des rapports du GIEC, et aborde dans cet ouvrage de synthèse : disputes et convergences avec la décroissance, ses auteurs, inspirateurs et concepts, apports et limites de Lénine et Trotsky, dangers de l'écofascisme, expériences de luttes dans le monde et une discussion (trop ?) rapide d'auteurs contemporains du marxisme écologique (A. Malm, J.W. Moore, J.B. Foster, K. Saito, P. Guillibert, J.M. Harribey...). Argumenté et limpide, c'est un apport indispensable à des questions passionnantes et redoutables : nos manières de penser et faire monde, Anthropocène/Capitalocène (concepts scientifiques et/ou politiques), natures de l'expérience soviétiques hier et chinoise aujourd'hui, convergence des luttes, rôle de l'État, modes de gouvernement, acteurs et chemins de la transition (quid des déjà-là, communs néfastes et vertueux), contenu et fabrique du projet, l'horizon à atteindre (et la question du communisme étonnamment absente).

● Makan Rafatdjou

Écologie, luttes sociales et révolution, Daniel Tanuro, Préface de Timothée Parrique, Entretiens avec Alexis Cukier et Marina Garrisi, La Dispute 2024, 155 pages 15 euros



Comment ça va pas ?

Ces «conversations» révèlent le choc qu'ont provoqué le massacre du 7 octobre et la riposte d'Israël pour D. Horviller... Le ton est très différent de celui de ses autres écrits, plus amer, plus tourmenté, presque colère.

Cet essai composé de 11 conversations avec sa douleur, ses grands-parents, la paranoïa juive, les antiracistes, ses enfants, Israël, le Messie... Mêlant l'intime et la réflexion socio-philosophique. Ces événements entraînent D. Horviller dans un retour sur elle-même et sa famille d'une part et sur ses convictions et ses doutes d'autre part.

Le dialogue imaginaire avec son grand-père sauvé par des justes français, devenu agrégé de lettres classiques et «parfaitement assimilé»; mais aussi avec sa «mémé» parlant encore yiddish très remontée contre les Français... ils paraissent si occupés à mettre en place des digues et des barrages... pour éviter qu'un ouragan de souvenirs n'emporte ma génération».

«Conversation avec les antiracistes» me paraît plus amer, par exemple «antisémitisme c'est sophistiqué et simple à la fois... le concept attire et la clientèle est motivée... la preuve on continue d'en vendre un peu partout...»

On retrouve notre rabbin dans la dernière conversation «avec le Messie»: «trouver le chemin d'une conversation Qui pourrait nous sauver...comment sauver les mots et nous sauver nous-mêmes de ce que la haine fait aux uns et aux autres...il y a une invitation à un autre messianisme...»

Qui dit qu'il existe un avenir pour ceux qui dialoguent les uns avec les autres et avec l'Humanité en eux.

● Bénédicte Goussault

Comment ça va pas? Delphine Horviller, Editions Grasset, Février 2024, 1260 pages, 16 €.



La cuisine sous clé

Des recettes de cuisine? Oui, de vraies recettes, mais particulières: elles ont été élaborées en prison alors que l'auteur était incarcéré au centre de détention du Muret. Josu Urrutikoetxea, militant d'ETA, a connu les prisons des deux États qui couvrent le Pays basque: la république française et le royaume d'Espagne. Artisan de plusieurs tentatives de pourparlers de paix, toujours sabotées par les gouvernements espagnols, arrêté en 2019, après dix-sept années de clandestinité, Josu Urrutikoetxea fut la voix par laquelle ETA annonça la fin de sa lutte armée. Ce livre est l'occasion pour l'auteur de revisiter son engagement dans ETA, organisation née à l'époque des ténèbres franquistes, mais également, de nous faire découvrir une interview qui fut réalisée par Eva Foret, la préface de Gerry Adams, le témoignage d'un anarchiste compagnon de prison.

● Christian Mahieux

Josu Urrutikoetxea, *La cuisine sous clé. Recettes de cuisine d'un prisonnier politique basque et autres considérations*, éditions Syllepse, 2024 (15 €).



Le soldat désaccordé

Au sortir de la première guerre mondiale, un soldat démobilisé est chargé d'enquêter sur un poilu disparu et de le retrouver.

Nous voici embarqués dans une folle recherche, semée d'imprévus et de paradoxes, de Verdun à l'Alsace et la Moselle, en France, en Allemagne, là où l'on n'est ni vraiment l'une ni tout à fait l'autre. Des tranchées aux électrochocs, on croise la Fille de la Lune. Rêverie? Fantôme? Image surnaturelle parmi ces condamnés? Cette longue quête, menée comme un polar, nous fait traverser la boucherie de 14-18, au front, derrière, dans des hôpitaux où l'on meurt de faim. De la bourgeoisie parisienne aux amours «interdites»... Retrouvera-t-on Émile Joplain, celui dont on parlait avec des lumières plein les yeux? Ces deux histoires d'amour se croisent au basculement sanglant du début de XX^e siècle. Soldats sacrifiés pour l'exemple. Amérindiens des corps expéditionnaires canadiens. Infirmières. L'atrocité et la solidarité. Les lettres perdues et les mots retrouvés. Où est passé Émile Joplain? Ce roman nous fait traverser toute la guerre 14-18 et ses lignes de front, derrière cette enquête surgissent les lambeaux d'un monde qui se désarticule et d'armées qui cherchent leur(s) sens. Une révision d'un bout d'histoire. Un rappel du coût des «boucheries impérialistes». Une belle lecture...

Un accordéon désaccordé permettra-t-il de retrouver le soldat perdu?

● Patrick Vassallo

Le soldat désaccordé, Gilles Marchand, Aux forges de Vulcain, 2022, 207 pages, 18 €



Making Of ou l'envers du décor

Notons un certain retour de la classe ouvrière dans le cinéma français. Pas comme victime mais comme voulant maîtriser son propre destin. Signe des temps ?

Cédric Kahn et Fanny Burdino interpellent la création artistique quand elle s'engage avec le peuple.

Une équipe de tournage fait un film sur la tentative de reprise d'une usine par ses ouvriers. Ces derniers participant au tournage. Tout comme pour les ouvriers avec leur entreprise, apparaît l'antagonisme entre la soif de rentabilité des financiers et l'objectif du réalisateur et des acteurs. Surgit une autre contradiction : entre le regard d'artistes engagés voulant vanter les mérites de ces ouvriers et la manière dont ces mêmes ouvriers ont vécu leur combat. La bonne intention des artistes ne suffit pas : ils pensent mieux traduire ce combat que les intéressés eux-mêmes. Acteurs et réalisateur se trouvent pris entre des financiers exigeant un film qui serait lénifiant, leur propre regard, parfois trop idéalisé et le rejet de ce regard par des ouvriers qui n'ont pas l'habitude de s'en laisser conter. Qui des artistes ou des ouvriers est le plus légitime pour porter cette lutte à l'écran ? Ce type de contradiction va traverser d'une autre manière l'équipe de tournage. Les financiers coupent les vivres. Faut-il tourner gratuitement pour sauver le film ? Ceux dont une part des cachets conséquents était déjà versée sont pour ; le « petit personnel » qui a du mal à joindre les deux bouts, contre.

Ce film rondement mené est une manière d'interpeller ceux qui veulent changer le monde sans entendre les intéressés.

● Pierre Zarka

Making Of ou l'envers du décor, Comédie de Cédric Kahn, avec Denis Podalydès, Jonathan Cohen, Stefan Crepon, Souheila Yacoub, Emmanuelle Bercot, Xavier Beauvois, Valérie Donzelli, sortie le 10 janvier 2024, durée 1h54

Pour en finir avec la démocratie participative

Manon Loisel et Nicolas Rio sont enseignants et consultants sur la gouvernance locale....

Ils font le constat de l'échec de la démocratie participative à relayer la démocratie représentative concernant la participation des citoyens à la vie politique...

A propos du « grand débat » et des « conventions citoyennes » comme de l'ensemble des outils de la démocratie participative, tant nationale que locale (conseils de quartiers, de seniors, budgets participatifs...), il y a une grande désillusion des citoyens...

Les raisons en sont, selon les auteurs, que ces modes de participation sont toujours à l'initiative des institutions, cadrées par elles et essentialisées comme parole citoyenne, contrairement aux mouvements sociaux, et actions des corps intermédiaires qui sont, eux, à l'initiative des citoyens... Les auteurs parlent de dialogue de sourds : les institutions sont dans l'obsession de faire parler les citoyens, plutôt pour conforter les politiques menées que pour permettre à la diversité des points de vue et les contre-pouvoirs de s'exprimer...

Autre critique « tous les mêmes » dénonce l'homogénéité sociale des participants et leur proximité avec les votants, la conformité des langages en vigueur avec celui des institutions, ne permettant pas l'accès des sans voix, des abstentionnistes, renforçant par la même l'inégalité démocratique...

Leurs solutions ? auditionner des témoignages contradictoires comme dans les procès en justice... ???

Clarifier le rôle des élus et de l'administration, et remplacer le consensus par la négociation à partir de l'expression d'intérêts divergents, l'opposabilité des engagements dans leur mise en œuvre... et tirer au sort une part de citoyens dans les instances représentatives.

Des idées, un idéal, qui mériteraient approfondissement.

● Bénédicte Goussault

Pour en finir avec la démocratie participative, Manon Loisel et Nicolas Rio, Éditions textuel, Collection « Petite Encyclopédie critique », 192 pages, 18,90 €.

Nous n'avons pas peur des ruines

Le fascisme est la forme ultime du capitalisme. Et s'ils vont laisser ce monde en ruines, c'est justement sur ces ruines que les habitant.es du quartier d'Exarcheia à Athènes sont en train de construire un monde nouveau.

En juin 2019, Kyriakos Mitsotakis, président du mouvement fasciste nouvelle démocratie gagne les élections législatives contre Alexis Tsipras et proclame imminent le nettoyage de ce quartier surnommé « la forteresse » et annonçant des interventions policières drastiques « pour remettre de l'ordre ».

Un quartier devenu à partir de la fin des années 1970 un bastion des mouvances anarchistes et antifascistes grecques qui font la preuve que l'autogestion est non seulement possible mais souhaitable et indispensable pour faire vivre un monde nouveau. *Pas de gens sans maisons, pas de maisons sans gens*. De nombreux immeubles abandonnés y sont utilisés pour loger des migrant.es et tout ceux qui sont à la marge de cette société. Le Notara 26, le plus connu, est l'un des très nombreux squats où « on résiste et on vit ensemble ». Mais ce sont aussi des cantines solidaires, des bibliothèques, une école, des animations culturelles, des centres sociaux, des lieux de formation politique qui animent ce quartier emblématique et familial des luttes actuelles. Un quartier qui inspire également de nombreux militant.es du monde entier qui viennent y rencontrer les habitant.es pour apporter un soutien et vivre cette utopie dans cet espace social libre. Une lutte sans frontière.

Dans ce film puissant qui suit depuis 2019 les luttes contre les violences policières, contre l'urbanisation de l'emblématique colline de Strefi ou encore contre la construction d'un métro sur la place principale du quartier, on rencontre ceux qui y vivent, rêvent, expérimentent et font ce que le monde de demain pourrait être. Et si les murs, leurs murs, un jour, tombent, les luttes resteront à jamais. Le chemin vers l'utopie s'écrit déjà là-bas.

● Corine Lepage

Nous n'avons pas peur des ruines, Documentaire de Yanis Youlountas, 1h20 sortie janvier 2024

COMMÉMORER, COMBATTRE, RÉFLÉCHIR

Le site du Panthéon l'affirme : l'exposition « Oser la **Liberté** – figures des combats contre l'esclavage », qui s'est tenue dans la crypte du Panthéon du 9 novembre 2023 au 11 février 2024, avait pour objectif de montrer « **comment le combat pour l'abolition sera finalement gagné, et prolongé jusqu'à nos jours dans le projet d'une société qui œuvre à l'idéal de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.** »

Patrick Vassallo et Jean Bellanger se sont rendus pour Cerises dans ce lieu emblématique, Haut Lieu de la République, afin de nous donner leur sentiment sur l'événement. Ils zooment également sur une œuvre particulière : la galerie de portraits de Raphaël Barontini, une fresque magnifique, colorée, qui rend hommage – comme un pas vers l'esprit de **Fraternité** - à la valeur humaine des anciens esclaves.

Une telle exposition pousse à s'interroger sur les liens entre Art, Colonialisme et Racisme... Car l'actualité le montre, certains combats sont encore bien loin d'être gagnés. Ainsi, Catherine Destom Bottin explore une attitude paradoxale : refuser de restituer les œuvres africaines (ou promettre de le faire sans donner suite), tout en supportant le racisme et ses actes pernicioseux. Ou comment notre société s'embourbe dans une **Égalité**... à géographie variable.

Trois mots au programme de ce dossier : Commémorer, combattre, réfléchir.
Nous vous en souhaitons bonne lecture.

COLONIALITÉ, RACISME.... CULTURE !

En novembre 2017, Emmanuel Macron prononçait un discours à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso. Dans un élan d'humanisme, le président n'avait pas manqué d'évoquer la restitution des œuvres muséales, et d'ailleurs, dans sa valise, le voyageur transportait 26 pièces des trésors royaux d'Abomey du Bénin qu'il avait remises au gouvernement béninois. La question de ces restitutions semble n'être pas allée plus loin que ce piètre cadeau et le discours présidentiel de 2017.

Grande nation coloniale, la France est concernée mais pas seule. Ce sont en effet « **plus de 500 000 œuvres africaines qui sont stockées sur l'ensemble du continent européen** » indique le rapport Sarr -Savoy qui y oppose les seules 100 000 pièces restées en Afrique. En Europe, en France, ces œuvres se trouvent très majoritairement déposées dans les grands musées nationaux ou privés. Ce rapport « Sarr -Savoy » commandé par le gouvernement français en 2017, rédigé par l'universitaire

et écrivain sénégalais Felwine Sarr et l'historienne de l'art française Bénédicte Savoy, a été publié en novembre 2018. Il demeure unique. Il indique que 90 000 œuvres d'art africaines subsistent dans les musées nationaux français.

La France recèle donc 90 000 œuvres d'art africaines dans les musées nationaux... le moins que l'on puisse dire est que ces œuvres ne sont pas - ou si peu - découvertes, regardées, interrogées pour faire entendre l'humanité de leurs auteurs. Comment ne pas mesurer que cette humanité est à la fois à faire fréquenter parmi le peuple français et en même temps que ces objets d'humanité sont à restituer aux peuples propriétaires ? **On peut inventer tous les colifichets en forme de mains jaunes, on ne peut envisager de faire reculer le racisme** dans notre grand pays colonial sans qu'ici et maintenant se vérifie l'humanité des peuples qui virent cette humanité confisquée, notamment par nos républiques successives.

Ce considérable morceau de culture muséale est la certitude qu'en Afrique des peuples vécurent, travaillèrent, construisirent, inventèrent, réalisèrent, modifièrent, accélèrent, bousculèrent leurs représentations du monde. Ces hier, aujourd'hui et demain que porte l'œuvre d'art sont la manifestation même de l'humanité des mondes où naquirent ces œuvres.

Difficile ? Évidemment ! **Nous avons affaire à du temps long qui se compte en termes de siècles de mépris des humains et des cultures des régions colonisées, d'animalisation des peuples concernés.** Dans ce combat, des contradictions peuvent être bienvenues. Ainsi rendons populaire la contradiction qui nous fait tout à la fois déposer dans les vitrines muséales les œuvres de cultures des peuples africains et en même temps supporter les agressions racistes alimentées par l'infériorité supposée de ceux et celles qui sont d'ailleurs...

● Catherine Destom Bottin

RAPHAËL BARONTINI ET LES ANCIENS ESCLAVES AU PANTHÉON

Si l'exposition au Panthéon sur le colonialisme ouvre à controverses (voir article ci-contre), Raphaël Barontini a offert une superbe galerie de tableaux avec « We could be Heroes ». Cet artiste de Saint-Denis (93) est salué par ses concitoyen.ne.s.

L'association EVT (Ensemble Vivre et

Travailler), très engagée localement dans la diversité, la lutte contre les discriminations et le racisme, félicite ainsi Raphaël qui « fait entrer au Panthéon les figures des anciens esclaves. A travers ses œuvres, Raphaël rend hommage à leur valeur humaine... » Et d'ajouter : « Une fresque sensible évoque l'histoire et la mémoire des combats contre l'es-

clavage ». « Au son des musiques anciennes et des tam-tam, environnés de bannières et d'oriflammes multicolores... nous déambulons dans ce lieu d'excellence, le Panthéon, nous sommes la « Patrie reconnaissante » au cœur de cet édifice national. »

Les œuvres (monumentales) de Raphaël Barontini exhument une beauté reconnaissante de ces femmes et hommes maltraités puis invisibilisés longtemps (encore,) par l'histoire « officielle ».

Dans ce haut lieu de la république, quelques semaines avant l'entrée de Manouchian, le symbole montre qu'un pas en avant a été conquis. Mais la rareté de l'évènement, sa grandeur même, font ressortir le chemin qu'il reste à gagner, y compris dans la sphère artistique, pour que fasse rhizome et créolisation ce qui constitue une part névralgique de notre propre histoire.

● Jean Bellanger, Patrick Vassallo



Erratum

CERISES remercie Maryse Vas-sevière (et non Josette Pintuelles) qui a rédigé la notice sur Jean Ristat dans le dictionnaire Aragon.

Esclavage, l'exposition du Panthéon

Sans doute portés par une volonté de mieux entendre ce qui lie la révolution française, les colonies, et l'abolition de l'esclavage, nombre de visiteurs auront eu le sentiment qu'on ne percevait pas bien, sous les plafonds du Panthéon, qu'il y a **vraiment deux histoires qui se frottent l'une à l'autre.**

Il y a l'histoire de la révolution française et l'histoire de l'abolition de l'esclavage.

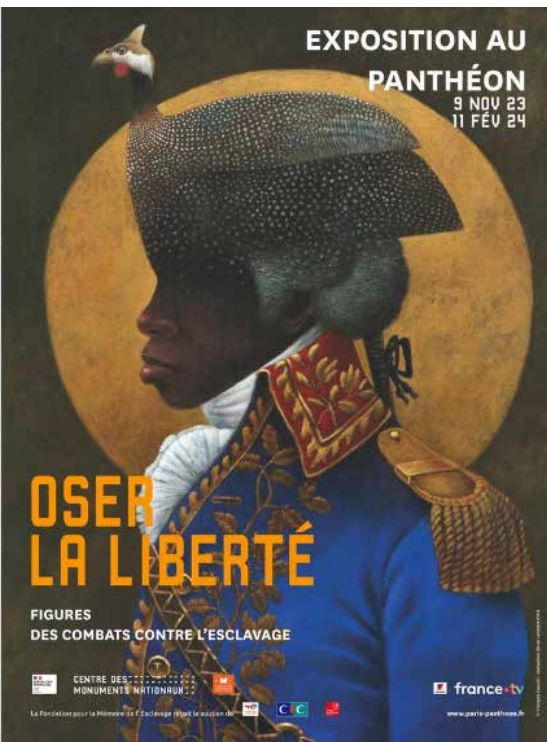
Pour mesurer l'ampleur, l'audace, l'intelligence des combats anti-esclavagistes, il faut poser en premier lieu que la révolution de la métropole n'est pas à l'origine des révoltes d'esclaves. Elle n'a enclenché ni accéléré les révoltes des hommes, femmes et enfants, transformés en esclaves. Les travaux désormais très conséquents et nombreux qui ont pu montrer qu'ou que-ce-soit sur la planète, mais notamment aussi dans les îles à sucre où la France avait ses colonies, la résistance à l'esclavage a le même âge que l'esclavage lui-même. **Les révoltes serviles ne commencent pas le 14 juillet 1789, les suicides et les infanticides commencent souvent dès le bateau négrier**, les maraudages sont absolument nécessaires aux esclaves qui fuient les plantations et vivent dans les parties les plus touffues et quasi inaccessibles des forêts coloniales. Aucune des sociétés coloniales n'a réussi à se préserver des révoltes d'esclaves récurrentes.

À visiter l'exposition on reste un peu sur sa faim. Les anti-esclavagistes de métropole, aussi courageux furent-ils, n'ont pas inventé les formes de résistances adaptées qui furent celle des esclaves. La maîtrise de l'environnement, la capacité à se nourrir, à chasser, à s'organiser en groupe - fussent-ils composés d'esclaves marrons venu de fermes éloignées les unes des autres - ont permis de placer les propriétaires d'esclaves dans une situation permanente de qui-vive.

Au sortir de l'exposition, on a bien raison d'être attentif : ce n'est pas la Révolution Française qui pousse Saint-Domingue à entamer une révolution qui aboutira à l'abolition. C'est en Guadeloupe le fondement révolutionnaire qui lui fait abolir provisoirement certes, mais abolir néanmoins l'esclavage. Cette dimension révolutionnaire, par exemple inexistante en Martinique, empêchera sur cette île-ci la prise de pouvoir des combattants de l'esclavage.

On sort de cette exposition avec un doute : il y a un trou dans le calendrier. Au Panthéon, on n'a pas célébré l'étape fondamentale qui aurait confirmé la dite fin de l'amnésie coloniale française. Tout comme nombre d'ouvrages scolaires, la république française a célébré en 1998 la seconde abolition de l'esclavage. Elle a oublié la première en ne célébrant pas le 14 février 1794 soit le 16 pluviôse an 2. À cette date la Convention vote de l'abolition de l'esclavage dans l'ensemble des colonies françaises. C'était non seulement l'esclavage qui était aboli mais les nouveaux citoyens de l'ensemble des colonies avaient désormais les mêmes droits que les anciens, et des députés nègres purent siéger à la convention. C'est une avancée inouïe, proprement impensable seulement quelques années plus tôt. Évidemment la Convention n'était pas totalement unanime quant aux décrets, mais le mouvement abolitionniste remportait la première victoire fondamentale et **c'est ainsi que le 16 pluviôse an 2 est devenu une date majeure de l'histoire de la Révolution Française et de l'histoire de l'Humanité tout entière.**

● Catherine Destom-Bottin



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Jean Gersin, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>